

# La Lettre PROSPECTIVE AFRICAINE

Prospective africaine · La lettre · Informations et analyses du continent africain

No. 01 · 23 December 2012

## Vers des entités minières cohérentes ?

La superposition de la carte des conflits sur celle des ressources minières fait apparaître une situation bien différente selon que l'on se situe avant la chute du mur de Berlin ou après.

En effet, pendant la guerre froide, les zones de conflit tendaient à éviter les zones de ressources stratégiques (pétrole, gaz, uranium, terres rares) sauf conflit entre deux membres du même camp.

La guerre du Biafra, au sud du Nigéria, est dans toutes les mémoires, qui a vu s'affronter la France et l'Angleterre par partenaires locaux interposés. L'Angola a été le terrain d'une guerre terrible où les camps en présence ont soigneusement évité de perturber l'exploitation pétrolière. Les pétroliers occidentaux exerçaient même leur activité, au Cabinda, sous la protection du corps expéditionnaire... cubain.

Lorsque les Katangais ont envahi Kolwezi, l'intervention française soutenue par les États-Unis n'a entraîné aucune réaction du bloc de l'Est. Le conflit du Sahara-Espagnol est l'instrumentalisation, dans le contexte de l'affrontement Est-Ouest, d'un conflit régional entre le Maroc et l'Algérie, etc....

Certes, chaque camp laissait à ses affidés locaux une certaine marge de manœuvre et leur permettait de tenter des coups, quitte à les lâcher le moment venu si leur chance était trop insolente ou leurs exactions trop visibles. Mais cela ne remettait pas en cause un équilibre de la terreur d'où le souci des populations locales était exclu (c'est le seul point qui ne change qu'en s'aggravant).

Depuis la chute du mur de Berlin, par contre, c'est visiblement le contrôle pur et simple des ressources

minières qui domine. Certes, les accords entre compagnies pétrolières ne sont pas remis en cause, mais le morcellement de l'Afrique en entités minières cohérentes semble bien être le fil rouge de ce qui se passe aujourd'hui et, différence essentielle par rapport à l'avant 1989, avec une seule superpuissance, sans véritable adversaire jusqu'à une période très récente.

Cette notion d'« entité minière cohérente » peut surprendre. Pourtant, qu'est-ce qui justifie la partition du Soudan, si l'on va au-delà de la question religieuse ? Qu'est-ce qui a justifié la partition de la Côte d'Ivoire dont la cartographie des fonds marins, disponible depuis une vingtaine d'années, est éloquente ? Qu'est-ce qui justifie les massacres sans fin, à l'Est de la RDC – au moins 7 millions de morts depuis 1997 dans le plus grand silence ? Qu'est-ce qui justifie ces études, souvent réalisées par des universitaires, sur la nécessité, dans une Afrique où le métissage inter-ethnique représente un bon tiers des populations, de revenir à des ethnies pures, dominant leur territoire ancestral pour sortir « enfin » de la colonisation ?

Est-ce que les hasards de la géographie et de l'histoire n'auraient pas accumulé, sous d'anciens royaumes, des ressources essentielles ? Est-ce que les frontières issues de la colonisation, qui ont, qu'on le veuille ou non, conduit à l'émergence d'un sentiment national dans des territoires sur lesquels personne ne pariait la moindre chance de pérennité (pensez à l'ex-Zaïre), ne sont pas un obstacle à l'exploitation sans entrave des richesses du sous-sol ?

Les coups très durs portés aux souverainetés locales (mise sous tutelle de Khartoum ou d'Abidjan,

### Rêve éveillé ou avenir souhaité, telle est la question

*Prospective Africaine* aborde son numéro 1. Notre lettre s'est donnée pour ambition de participer d'abord à la production de cette information vitale qui fonde l'acte de décider, loin des ragots et autres désinformations qui rendent le monde médiatique souvent très différent du monde réel. Décider, c'est tracer une voie pour un avenir choisi, puis s'astreindre à le rendre réalisable. C'est, en quelque sorte, un pari. Par conséquent, l'acte de décision fait que l'avenir conditionne le présent et aujourd'hui bien plus que jamais dans ce monde pour le moins rapidement fluctuant.

C'est pourquoi cette lettre est basée sur une approche résolument prospectiviste.

La prospective est un esprit associé à une démarche objectivée visant à décrypter les fondamentaux des choix pertinents entre des futurs possibles, réalisables et souhaitables.

Cette démarche est, en fait, aussi vieille que l'homme, sauf que celui-ci, paradoxalement et à rebours de cette rationalité qu'on lui suppose, ne souhaite, en fait, absolument pas connaître l'avenir tout en étant convaincu que sa maîtrise est essentielle.

Pour tenter de comprendre, il faut en revenir évidemment aux fondamentaux de la civilisation hellénistique et à ses métaphores.

C'est le dieu Apollon qui afflige Cassandre du don de la prédiction. Affliger est bien ici le bon terme car, simultanément, il lui donne le don d'être totalement incapable de convaincre ses contemporains de ce qu'il va advenir. Et c'est ainsi que ceux-là même qui refusent de l'écouter sont aussi ceux qui se précipitent chez toutes les pythies en vogue pour y chercher cette révélation de l'avenir.

C'est donc bien sous le signe d'un paradoxe fondamental que nous nous situons, à savoir la volonté de persister à chercher les clés de l'anticipation même si, au fond, notre cher lecteur ne cherche, quant à lui et sans même qu'il s'en rende compte, que ne lui soient racontées que des histoires à frémir ou à dormir debout.

Un autre point, tout aussi fondamental, réside dans le fait que dans notre monde désormais « mondialisé », les fondamentaux de la puissance ne sont peut-être plus ceux du monde d'avant. Comment expliquer sinon qu'un pays comme les États-Unis va inéluctablement vers l'implosion, alors qu'à l'évidence il détient tous les leviers de la puissance telle qu'on la conçoit habituellement.

C'est donc qu'il est d'autres leviers déterminants et qu'ils ne détiennent peut-être pas, au rang desquels on placera, ici, la capacité d'anticipation.

anéantissement politique de Tripoli ou de Bamako), la tendance à vider les organisations internationales de toute capacité réelle de jugement indépendant (que reste-t-il de l'Union Africaine, de la CEDEAO ?), les interventions militaires occidentales brutales dans des affaires nationales, sous couvert de protection de ressortissants dont on met, en réalité, fortement l'existence en danger, tout cela participe d'une volonté nette : casser tout ce qui s'oppose à la libre exploitation des ressources du continent.

Certes, cela ne s'applique pas de façon uniforme. Cela touche plus les Afriques arabophones et les francophones que les autres, mais toute

l'Afrique est touchée.

Cependant, l'échec occidental en Libye, conjugué à l'incapacité du même camp à conclure rapidement en Syrie, aboutissent à rendre malaisée et très risquée l'application d'une phase essentielle du plan, celle de l'effondrement de l'Algérie et de la prise de contrôle des immenses ressources minières du Sahel.

La partition du Mali, voulue par les Occidentaux, est en train de devenir leur épine dans le pied car ils ne savent plus comment en sortir. Surtout dans un contexte international ou les BRICS, en particulier la Russie (surtout diplomatiquement et par des accords de défense) et la Chine

(surtout économiquement, mais de plus en plus également diplomatiquement), ne tolèrent plus l'absence de respect des résolutions votées par eux à l'ONU (les affaires ivoirienne et libyenne) et bloquent désormais le fonctionnement du conseil de Sécurité (l'affaire syrienne).

Nous assistons à la mise en place des relations internationales d'un monde multipolaire. Il peut en ressortir une forme d'équilibre. Tentons d'y parvenir en n'oubliant pas, cette fois, que le bien des populations de l'Afrique est la tranquillité des populations de l'Europe.

Pascal Maurin

## « Ici, le poisson meurt de vieillesse et la population meurt de faim » Guerres et ressources en Afrique

Si l'on admet que la colonisation consiste d'abord à spolier l'autre de sa substance, alors l'Afrique a subi à ce jour trois grandes vagues de colonisation. La première fut celle des « comptoirs » qui la vida de ses populations, la seconde fut celle des « territoires » qui la vida de ses libertés et l'asservit, la troisième – qui sera la pire puisqu'elle confisque l'avenir – est celle des « ressources » qui vise à la vider de ses richesses, et qui se déroule maintenant, sous nos yeux. Ce sont toujours les mêmes qui colonisent, ou presque, à savoir les puissances dites « occidentales » ainsi que leur golem, l'Amérique du nord, et ils peuvent toujours compter sur d'indéfectibles complicités locales.

La colonisation n'est en rien une question de nombre. Elle ne saurait être effective que dans l'exercice terrible de la supériorité au plan du développement social d'une population sur une autre.

Cette supériorité s'exerce pleinement au travers de capacités fondamentales qui relèvent essentiellement de la maîtrise de l'énergie, de l'information, de l'organisation... et de la science guerrière qui les met en œuvre.

C'est tout particulièrement la supériorité dans cette ultime capacité qui fonde le véritable « succès » de la colonisation, car la guerre est d'abord un transfert accéléré de puissance et de richesse.

L'Afrique est, en effet, pour son plus grand malheur, à la fois le terrain et le terreau le plus propice pour les guerres de spoliation. Le terrain y est propice, car il regorge de ce qui focalise les cupidités, de l'Occident comme de l'Orient, à un tel point qu'ils en parlent eux mêmes comme d'un « scandale géologique ». Le terreau y est propice, car les populations, par leurs cultures, leurs histoires, leurs postures sont prédisposées naturellement à l'affrontement tout en se révélant comme un ennemi coopératif face à l'agression extérieure.

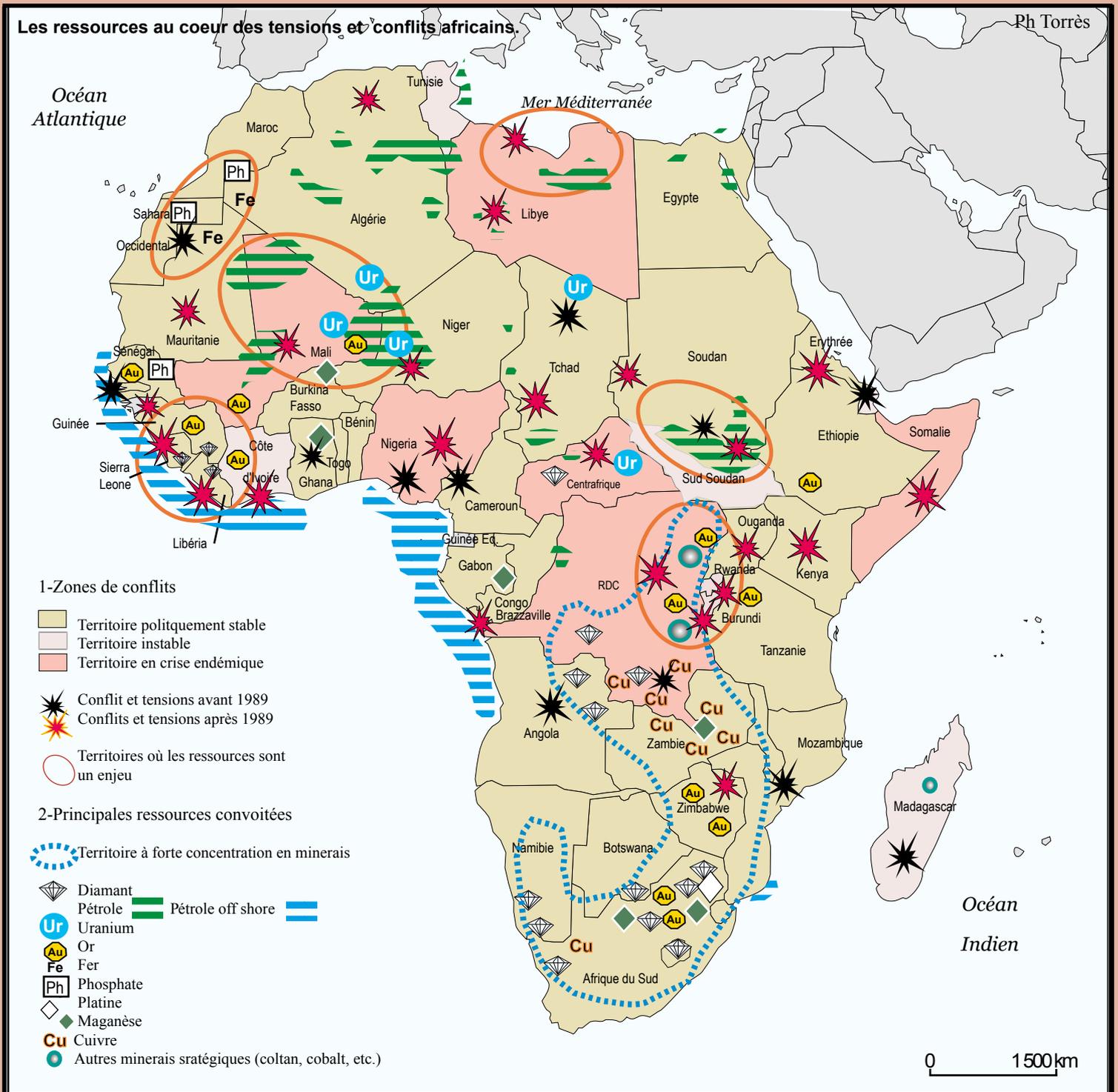
En clair, strictement aucun conflit africain n'échappe à une motivation de captation de ressources de la part d'acteurs qui lui sont parfaitement extérieurs.

Ceci nous écarte, bien évidemment, de la perception qu'en donne le monde médiatique occidental, et pour cause. Cette perception comporte deux volets. Le premier relève de ce lamento connu que certains appellent « les sanglots de l'homme blanc », qui se limite à la déploration d'un phénomène relevant de la fatalité et pour lequel la prière collective semble la seule issue possible... sans oublier cependant de tendre la sébile à la sortie de l'office. Le second, plus marqué au coin de cet esprit si particulier légué par les Lumières, feint de tenter l'explication scientifique débouchant inéluctablement sur le constat de l'ineffable complexité de ces conflits.

Rien de tout cela ne répond en fait à la question et, si complexité il y a, elle ne réside que dans la combinaison entre la « basse intensité » de ces conflits et leur durée. Toutes choses qui émoussent l'héroïsme guerrier rêvé qui s'attache aux mythes de la guerre à l'occidentale.

Nous nous proposons de fournir dans Prospective Africaine une lecture plus objective de cette réalité des conflits africains en allant, s'il le faut, chercher la compréhension au delà des perceptions couramment véhiculées, donc en dessous des cartes.

À cet effet, il sera fait appel chaque fois à un système de représentation cartographique pertinent, en application de cet aphorisme qui nous vient d'un des plus incontestable connaisseur dans le domaine de la guerre – Napoléon Bonaparte : « un schéma vaut mieux qu'un long discours ».



**Première carte de la série :**

**« Afrique – cartographies superposée des ressources et des conflits depuis 40 ans »**

Cette carte met en évidence deux étapes : Avant la chute du mur de Berlin, l'affrontement des deux blocs conduits chacun à rechercher le contrôle du maximum de richesses (le Darfour est déjà un enjeu, le Sud du Nigeria également...) mais en faisant avant tout passer l'objectif de renforcement d'un camp. Il y a des conflits qui ne concernent alors pas d'abord le contrôle de richesses (Sahara Occidental, Casamance, Mozambique...) et même des zones très riches où les acteurs s'accordent pour sécuriser en commun leurs approvisionnements (par exemple l'enclave de Cabinda, où les compagnies occidentales exploitent le pétrole sous la protection des troupes cubaines alors que l'Angola est en plein dans une guerre civile où chaque camp arme et soutient son champion).

Après la chute du mur de Berlin, la phase de recomposition politique des conférences nationales et la reprise en compte par le camp occidental de leaders du camp soviétique, c'est la recomposition du continent en fonction des intérêts miniers qui domine, soit en recherchant la partition (comme au Sud-Soudan, pour mieux en contrôler les réserves pétrolières, ou au Nord du Mali, également pour des raisons minières – pétrole, gaz, uranium, or – mais qui dépassent les frontières de l'Azawad), généralement en jouant sur l'exacerbation des tensions inter-ethniques, voire en les recréant de toute pièce (Est de la RDC).

## Fête du slip ou règlement de conte à dormir debout à Benghazi corral, en attendant Maligator

Nous l'avions dit, l'affaire de Benghazi agit comme une rupture dans le long fleuve tranquille de la domination militaro-américaine et révèle les sublimes esprits de la nébuleuse stratégique US pour ce qu'ils sont.

« How could this happen? » s'exclame, crypto-orgasmiquement, la secrétaire d'État quand elle apprend que c'est son sbire en chef, en terre nouvellement libérée et démocratique de Libye, qu'on déchiçète dans l'*open space* local de la « Compagnie ».

« Master of war Petraeus, auto-diplômé de l'université de Ouarzazate en « surge », au moins 58 décorations et autres gris-gris sur l'uniforme pour quasiment « o » jour de combat, un véritable arbre de Noël et une escroquerie, et ci-devant commandant de (la) Compagnie : au rapport ! ».

Or, force est de constater qu'icelui a largement atteint son seuil de Peter entre le feu de l'action qu'il n'a jamais vu et l'arpenage des moquettes du pouvoir en carriériste consommé, il est manifestement aussi en train de « grimper la vieille » d'après les informations de *Mainstream*.

Et c'est là que les archéologues ont fait l'extraordinaire découverte qu'à coté du Capitole américain il y a aussi une Roche Tarpéienne et qu'elle en est même très proche.

Dans la vie, il faut savoir choisir et on choisit... de le démissionner, première victime collatérale de Benghazi.

On ne pouvait rêver mieux, car c'est au même moment que la « Compagnie » se livre à une campagne d'auto-célébration au travers d'un antépénultième vulgaire navet hollywoodien dénommé *Argo*. On sombre dans le mauvais et grotesque vaudeville : faut-il que le sexe américain soit si triste pour en arriver là ?

Un malheur n'arrivant jamais seul, voilà-t-y-pas qu'un couple adultère en cacherait un autre. On se croirait à la SeNeCeFe, et, tenez-vous bien, avec un autre sapiens étoilé et pas des moindres, car il était promis au poste de SACEUR (patron de l'OTAN). Il démissionne donc à son tour : même taux, même motif... et presque mêmes maîtresses.

Diable ! Diantre ! Foutredieu ! Jarnicoton !... On ne badine pas avec le sexe légal chez l'Oncle Sam, pas comme chez ces dégénérés de français. Et pourquoi pas un troisième, puis un quatrième général US pris la main dans les

aiguillettes ! Jamais l'armée iranienne, dans ces rêves les plus fous, n'aurait imaginé en culbuter autant.

Soit l'armée US est devenue un vaste lupanar, soit il se passe autre chose de très nauséabond, soit les deux... mon général ! Ça commence à faire très désordre, car finalement c'est bien « ça » qui décide du pays à attaquer avec des bombes « humanitaires et démocratiques » et des routiers déchaînés de l'islam...

Rien ne va plus à l'ombre du drapeau étoilé, plus de trente États de la fédération veulent faire sécession, QE3 va bientôt faire exploser la dette souveraine, les villes sont en faillite, et pendant ce temps « on » fait des galipettes, entre deux assassinats par drone, avec des créatures qui se comportent comme de vulgaires « Natacha » sur l'oreiller et se livrent au crépage de chignon numérique.

Qu'est tout ceci au fond, sinon l'inéluctable dérèglement de l'excès de puissance américain entre des mains si peu préparées ?

Mais n'est-ce pas aussi le long chemin de croix vers l'impuissance toujours plus coûteuse et que les historiens appellent déclin ?

Quelle crédibilité accorder alors à ce bateau ivre au moment précis où, bizarrement, se déclenche une manœuvre de desserrement de l'étau contre la Syrie, sur les arrières mêmes de son allié stratégique majeur, dans ce Proche Orient si nouveau qu'il en a un goût de « piquette » ?

La folie semble bien s'emparer de ce monde à force d'indétectables stratégies, de stratégies « en dessous de la ligne de flottaison », de tartufferies stratégiques et de stratégies de pieds nickelés, avec, au bout du chemin, l'invalidation de la puissance US, même pas par ses ennemis asymétriques mais par ceux qui l'ont en charge.

Dernier renseignement de cette pitoyable alcôve : l'ambassade US à Benghazi aurait abrité une de ces prisons secrètes, pourtant interdites depuis 2009, un de ces établissements où « les occidentaux sous-traitent tous leurs sévices à des pays moins regardant tout en jouant les innocents » (John Le Carré).

*Good Luck Mister Président.*

*Lee Trusk*

## ROLL PROGRAMS, UNE ESCROQUERIE D'ORIGINE AMÉRICAINE

Il y a plusieurs dizaines d'années, les agents de change américains vendaient ou achetaient sur le marché boursier des titres au comptant pour leurs clients. Le marché à terme tel que l'ancien marché du règlement mensuel n'existait pas aux États-Unis. Les agents de change ont alors proposé à leurs meilleurs clients au lieu de « cash accounts » des « margin accounts » avec lesquels les clients faisaient un dépôt limité et effectuaient des opérations de bourse, le résultat gain ou perte étant seul passé en écriture.

Les clients devaient avoir une certaine surface financière pour couvrir sans problème leurs pertes. En revanche, cette possibilité offerte aux seuls clients, donc les plus fortunés, pouvaient rapporter, quand le sort leur était favorable, des gains élevés en pourcentage. Une mise de 100, nécessitant un dépôt de 10 avait finalement un rendement de 10, soit 100 % si le rendement du placement annuel était de 10.

Lesdits clients fortunés cherchaient par ailleurs une optimisation fiscale, notamment par des opérations avec des banques dans les Caraïbes, et ont offert aux agents de change, au lieu d'un dépôt, des garanties bancaires.

Ainsi est né le « roll program » qui permettait de faire des gains significatifs sans débours.

Malheureusement, ce genre d'opérations a attiré des criminels cherchant à blanchir de l'argent frauduleusement gagné. Les banques « parasol » ont développé un marché de garanties sous forme de « Standard Letters of Credit » (SLC) résultant de la fusion d'autres SLC ou de leur division en des SLC plus petites en montant. Plus personne ne savait à la fin la

## ROLL PROGRAMS,

...  
Suite

qualité des SLC émises et l'origine des fonds concernés. Cette opacité a permis le développement de «roll programs» conçus comme de véritable escroquerie : le gain promis étant fabuleux, l'apparence de sécurité n'étant qu'apparence.

De nombreux investisseurs africains en ont été victimes : industriels, hommes politiques, ONG, etc.

Se présentant comme une émanation de «traders» de la Federal Reserve, du Prince until, de tel ou tel Ordre chevaleresque ou religieux, les commercialisateurs de tels «roll programs» ont un langage bien au point, souvent leur formation d'anciens banquiers contribue à l'aura technique du «roll program», appuyé par des contrats complexes et visant à assurer la victime potentielle de la sécurité de son placement, souvent dans les plus grandes banques de la planète.

Le «roll program» connaît parfois une fin heureuse pour des mises faibles servant d'appâts. La mise initiale disparaît souvent, surtout si la victime a accepté une deuxième opération importante.

Presque toujours, dans ces contrats existe une faille, pendant un court instant la mise n'est détenue par personne et disparaît. Il manquait une virgule dans le contrat, le secret de l'escroquerie était là, difficile même pour des experts à déceler.

Il existe en finance un dicton que tous les financiers essayent de contredire : «on ne bat pas le marché». Toute promesse de gain sans lien directe à une vraie cause, fondée sur une cascade d'intermédiaires, toute imprécision doivent être des signaux de fuite.

Christian de Montozon

## OHADA : Le nouvel adhérent ; la RDC Nouveau terrain de jeu et défis à relever

Le terrain de jeu a changé en matière d'affaires depuis le 13 juillet 2012 en RDC. Son adhésion au traité de l'OHADA dont elle devient le 17<sup>e</sup> État membre est ainsi désormais finalisée. Le Traité ainsi que le Traité révisé comme les huit actes uniformes et règlements sont en vigueur sur la totalité de son territoire depuis le 12 septembre 2012.

L'ensemble des opérateurs économiques, banques, entreprises, commerces de toute taille, sont naturellement concernés. L'objectif de l'OHADA demeure, depuis sa création, de promouvoir des conditions plus propices au développement des affaires et à la croissance économique et cette adhésion induit de profonds changements.

Repenser ses contrats de vente, de distribution et les statuts de ses sociétés est devenu maintenant incontournable. L'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (920 articles) offre le choix entre la société à responsabilité limitée, la société anonyme, la société en participation, la société de fait et le groupement d'intérêt économique, droit pénal inclus.

La pauvreté des textes antérieurs permettait malgré tout de faire à peu près ce qu'on désirait mais l'OHADA ouvre une nouvelle ère et permet à la RDC de devenir enfin un pays attractif pour les investisseurs privés étrangers, pour ceux qui étaient encore réticent. On offre désormais une sécurité juridique. On dispose d'un cadre juridique digne de ce nom, ancré dans l'ordre juridique international, complet et étendu. Le choix d'une forme de société est plus grand et la liberté contractuelle demeure. Prendre des garanties de paiement se décline désormais sous 244 manières. Qui dit mieux ?

Tous les pays omniprésents et à l'affût de toute affaire pourront donc s'en donner à cœur joie. Des secteurs phares tels l'eau, l'électricité, les mines qui étaient déjà règlementés sont désormais soutenus par l'OHADA ; l'entrepreneur mondial a de beaux jours devant lui.

Une question demeure pour certains sur la capacité de la RDC à appliquer tous ces textes et on ne peut répondre que par l'affirmative.

Elle y est en effet tout d'abord obligée sous l'angle juridique, que cela plaise ou non, et les tergiversations de toutes sortes prennent fin avec l'adhésion par la force du droit. En second lieu, elle

en a par définition les moyens ; la puissance de l'OHADA repose notamment sur la simplicité de sa mise en œuvre. De façon triviale, on supprime tout et on remplace par 10 000 articles déjà tout fait ; point besoin de travaux parlementaires pour adapter une directive en droit national et vérifier sa conformité avec la constitution.

Le code de l'organisation et de la compétence judiciaire devra bien supporter quelques retouches, mais sans plus. La Cour suprême se trouve allégée d'une partie de son travail car tout le contentieux des affaires est géré en dernier ressort par la CCJA à Abidjan. Se pose plutôt le coût d'un envoi d'un pli par avion car tout se passe par écrit ; mais le justiciable du Centre ou de l'Est de la RDC avait les mêmes contraintes dans ce pays d'une superficie de cinq fois la France.

Quant aux praticiens, lire, comprendre, changer ses méthodes de pensée, s'y mettre est devenu incontournable dans les grandes lignes comme dans les détails.

Les grands défis qui attendaient la RDC en 2006, avec l'avènement de la nouvelle constitution du 18 février introduisant réformes structurelles et des valeurs inconnues jusque-là demeurent. La réforme des tribunaux, leur création, la formation des magistrats et du personnel judiciaire, la création du registre du commerce et du crédit mobilier sont encore à mettre en place. Mais l'OHADA n'a pas pour objet d'alimenter les juridictions et les cabinets d'avocats en termes de contentieux ; faire des affaires et du conseil sont les maîtres mots.

Si l'on ne peut se passer de tribunaux, de tribunal de commerce, de magistrats, car certaines questions requièrent leur expertise, notamment en matière de sûretés par exemple, les opérateurs internationaux peuvent toujours, quant à eux, dans le forum shopping juridique, continuer à délocaliser tout à fait légalement leur contentieux.

L'OHADA change-t-elle les données en RDC ? Oui sans hésiter, et les règles du jeu ouvrent des opportunités encore plus grandes.

Marylin Chombier

# Les dirigeants africains ont la cote!

En ascension ou en déclin...

Notre évaluation de dix hommes d'état d'Afrique remarquables

## **Abdelaziz BOUTEFLIKA (Algérie)**

qui est conforté par le Secrétaire général de l'ONU, Ban-Ki-Moon, dans sa volonté de ramener la paix au Mali par la diplomatie et non par la guerre.

## **Diacounda TRAORÉ (Mali)**

qui a pardonné à ceux qui ont tenté de le tuer et bénéficie désormais de l'estime de l'opinion publique.

## **José Eduardo DOS SANTOS (Angola)**

pour ses efforts, appuyés par le Mozambique, pour la paix en RDC.

## **Hassan CHEIKH MOHAMOUD (Somalie)**

qui a aidé son premier ministre à constituer un gouvernement de 10 ministres seulement, dont une femme, Fowsiyo Yusuf Haji Adan, ministre des Affaires étrangères.

## **Joaquim CHISSANO (Mozambique)**

pour les efforts qu'il fait en faveur du retour au respect des règles constitutionnelles à Madagascar.

## **Blaise COMPAORÉ (Burkina-Faso)**

qui peine à légitimer ses 25 ans de règne et qui, tenu jusque-là pour le stabilisateur de la sous-région, tend à en être considéré comme le déstabilisateur.

## **Alassane OUATTARA (RCI)**

qui aurait enfin pris le pouvoir mais ne rétablit pas la sécurité publique.

## **François BOZIZÉ (RCA)**

ne contrôlant même plus Bangui et ayant abandonné la RCA aux bandes armées et aux coupeurs de routes.

## **Jonathan GOODLUCK (Nigeria)**

incapable de protéger ses coréligionnaires chrétiens et qui fait semblant de ne pas savoir que l'Islam radical n'est que l'outil de Boko Aram et de ses commanditaires pour arriver à un accord sur la répartition de la rente pétrolière.

## **Paul KAGAMÉ (Rwanda)**

jouant des massacres et de la guerre à l'Est pour étendre son pouvoir.

## LE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE DE KINSHASA

(13-14 octobre 2012)

Le XIV<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie s'est tenu du 12 au 14 octobre 2012 à Kinshasa, capitale de la RDC, une des plus grandes mégapoles de l'espace francophone. C'est la première fois qu'une manifestation d'une telle envergure s'organise en Afrique centrale.

Pour les institutions francophones, le Sommet de la Francophonie de Kinshasa a été un grand succès. C'est largement vrai. Le souhait du Président Abdou Diouf, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) que les chefs d'État et de gouvernement puissent se « poser sincèrement les problèmes et esquisser des amorces de solutions », a été en partie exaucé.

Les débats ont été très politiques. La rencontre entre les chefs d'État et de gouvernement a été dominée par les crises en Afrique, le voyage de François Hollande et les polémiques sur l'état de la démocratie en République démocratique du Congo. Il a aussi été question de l'avenir et du statut de la Francophonie dans le monde actuel. Doit-elle rester une organisation de pays qui défendent la langue française, notamment face à l'avancée de l'anglais ? Faut-il continuer à ouvrir les portes de l'organisation à de nouveaux États, pas vraiment francophones ?

Après avoir hésité, le président François Hollande a participé au sommet. Il a parlé clair, évoquant d'emblée « le soutien de la France au peuple congolais qui aspire à la paix, à la sécurité, à la démocratie » devant l'hôte de ce sommet, le président Joseph Kabila. D'autres dirigeants ont fait chorus, comme Stephen Harper, premier ministre du Canada.

Néanmoins, il y a des motifs d'inquiétude. Beaucoup se sont émus de l'entrée du Qatar, nullement francophone, en tant que membre associé. Pour certains, le réalisme semble désormais imposer le constat d'une réalité : le recul de la Francophonie est définitivement engagé et ne fera que s'accélérer. La décision de tenir le XV<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie à Dakar en 2015, saluée à juste titre, s'est faite par ailleurs au détriment de la candidature du Vietnam, à un moment critique pour la Francophonie en Asie du Sud-Est. Il reste aussi que l'attitude du Président Hollande vis-à-vis du Président Kabila a été considérée par beaucoup comme méprisante et donc inacceptable.

Abou Coulibaly

# Investissements en Afrique - évaluation des risques

L'approche prise dans cette rubrique est celle d'un chef d'entreprise qui veut investir en Afrique, marché maintenant reconnu par la presse pour son potentiel de croissance, sa taille (malgré une localisation côtière), lieu actuel de confrontation entre les anciens partenaires économiques de l'Afrique et les BRICS.

Dans un article précédent, les principaux pays avaient été classés en trois groupes selon l'indice de liberté économique, qui est une ébauche d'approche de la liberté qu'ont les investisseurs de gérer normalement leurs entreprises :

Tiers	Liberté économique
Premier tiers	Ruanda, Botswana, Kenya, Afrique du Sud, Madagascar, Namibie, Ghana, Burkina Faso, Gambie, Zambie, Cap Vert, Maroc, Tunisie, Burundi
Deuxième tiers	Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Mozambique, Gabon, Sénégal, Bénin, Algérie, Sao Tome, Tanzanie
Troisième tiers	Zimbabwe, Angola, Guinée Bissau, Sierra Leone, Libéria, Togo, Tchad, Angola, Soudan, Somalie, Congo RDC

Le classement par tiers a été choisi parce que dans une répartition statistique, nécessairement imparfaite compte tenu des indicateurs, l'erreur de classement est moindre que le choix entre deux catégories seulement.

## Introduction d'un nouvel indice relatif au développement humain

Le bouleversement économique peut avoir pour origine :

- Soit des tensions sociales entre différentes parties de la population,
- Soit des luttes entre hommes politiques ou clans

Ce qui présente plusieurs risques :

- Le risque d'une rupture des voies de communication pour les approvisionnements ou les marchés
- Le risque d'une remise en cause par les nouvelles autorités des accords passés, voire même la demande de repayer les agréments précédemment accordés, cela concerne essentiellement les activités réglementées (finances, télécommunications, transports, mines et énergie)

Le premier risque peut être approché par l'indice de développement humain du PNUD, on peut de manière similaire classer les pays selon ce risque en trois tiers

		Développement humain		
		1	2	3
Liberté économique	1	Botswana, Kenya, Afrique du Sud, Namibie, Ghana, Tunisie, Cap Vert, Maroc	Ruanda, Madagascar, Zambie	Burundi, Burkina Faso, Gambie,
	2	Gabon, Algérie, Sao Tome	Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Mauritanie, Nigeria, Bénin, Sénégal, Tanzanie	Centrafrique, Guinée, Mali, Niger, Mozambique
	3	Angola, Congo	Togo, Soudan	Zimbabwe, RDC, Guinée Bissau, Sierra Leone, Libéria, Tchad, Somalie

Ainsi, en admettant que les deux types de risques peuvent se compenser, se dessinent cinq catégories de pays. La place de la Tunisie résulte de l'ancienneté des données et ne prend pas en compte la situation actuelle. Il en est de même pour quelques autres pays. Néanmoins, la hiérarchisation ainsi faite en vue de définir un taux d'actualisation prend déjà du sens.

Ce tableau ne prend pas encore en compte la lutte larvée pouvant exister entre certains hommes ou clans pour le pouvoir qui se traduira dans le tableau par une migration des pays des couleurs froides vers les couleurs chaudes, c'est à dire vers la nécessité de prendre en compte des taux d'actualisation de plus en plus élevés pour comparer tel ou tel investissement, de nature non réglementée.

Les activités réglementées concernant souvent des activités minières, donc des gisements, il est impossible de choisir le pays d'investissement, ce dernier étant nécessairement celui du

gisement considéré. Mais le taux d'actualisation devra être augmenté pour comparer des investissements entre eux.

Si on suppose que le « payback » – durée pour récupérer un investissement – doit être inférieur à un an dans les pays les plus « chauds », cela conduit à ne pas localiser un investissement dans de tels pays. La comparaison entre un pays « froid » où le taux d'actualisation pourrait être proche des taux mondiaux de 15 à 20 % et les pays les plus « chauds » où le taux pourrait dépasser 70 % devrait conduire les pays s'ils veulent s'industrialiser, thème de plus en plus d'actualité dans les pays majeurs, à adopter des politiques visant à améliorer leur position relative.

## Prochain article

Le prochain article essaiera d'affiner ce classement en introduisant le risque de rupture dû aux luttes entre hommes politiques ou clans ainsi que l'instabilité du pouvoir en place.

Christian de Montozon

# LA CRISE MALIENNE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Est-ce que tout le monde a la même évaluation de la situation au Mali et surtout de la nature de la menace ? Cette question doit être posée à l'approche supposée d'une intervention militaire.

L'importance d'une vision politique doit précéder l'action militaire car si celle-ci est indispensable pour venir à bout des groupes mafieux et terroristes, elle doit se construire sur une vision politique.

En effet, le risque d'instrumentalisation du chaos par différents acteurs, pour transformer le Mali en une terre du djihad, est important. La dimension militaire n'est pas la seule dans un pays où les problèmes étaient nombreux avant le coup d'état du 22 mars dernier, situation qui s'est aggravée avec la crise libyenne. Partant du principe de l'intangibilité des frontières de la République du Mali sur laquelle la communauté internationale s'accorde, il nous semble important de rappeler à nos décideurs quelques évidences au moment où la CEDEAO prétend être prête à une intervention.

## **LA CEDEAO OU LA POLITIQUE DE LA MOUCHE DU COCHE**

La CEDEAO a été mal inspirée depuis le début de la crise malienne, dans son attitude vis-à-vis d'Amadou Haya Sanogo, dans son insistance à imposer le premier ministre Modibo Diarra, et dans son choix de nommer Blaise Compaoré comme médiateur. D'ailleurs les conditions de la démission de Diarra révèlent bien la profondeur du malentendu.

Il faut que nos décideurs comprennent que Ouattara et Compaoré ne sont pas respectés dans la sous-région et que l'idée d'une intervention militaire de la CEDEAO fait sourire. Aucun pays de la sous-région n'a les matériels nécessaires, ni les moyens humains pour conduire des opérations militaires au Mali, même avec une aide occidentale. Ce sont les populations maliennes qui feraient les frais de

l'intervention chez elles de troupes incapables d'affronter de vrais combattants, mais expertes dans la répression sauvage de civils désarmés (les exemples abondent, en particulier au Nigéria).

La communauté internationale doit être d'une grande prudence dans ses envois de matériels à des forces aussi peu professionnelles si elle ne veut pas retrouver ces équipements dans des mains hostiles. AQMI va essayer d'étendre son influence ailleurs, toute médiation d'acteurs de la sous-région est donc entachée de calculs politiques auxquels s'ajoutent les calculs liés aux profits tirés de trafics en tous genres.

Personne ne peut nier l'existence de divers acteurs concernés ou intéressés par la crise malienne, ni celle des logiques de confrontation, encore moins l'existence d'enjeux économiques extrêmement importants dans la région. Moins la CEDEAO s'occupera de la crise malienne, plus les choses seront faciles.

## **LA RECONSTRUCTION DE L'ARMÉE MALIENNE : UNE PRIORITÉ**

Le président Dioncounda Traoré et Amadou Haya Sanogo semblent déterminés à réorganiser l'armée sans tarder. Pour ce qui concerne l'équipement, ils doivent éliminer pour commencer les kyrielles d'intermédiaires habituels, les nouveaux comme ceux qui sévissaient jadis ; les anciens parce qu'ils ont livrés ces dernières années des matériels désastreux, les nouveaux parce qu'ils n'y connaissent rien. En outre, ils ont l'obligation d'offrir à leurs troupes une véritable formation.

C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle est arrivée l'Union Européenne, le 10 décembre dernier,

en décidant, à la demande de Dioncounda Traoré, à l'unanimité des ministres des affaires étrangères de ses 27 membres, de déployer, au premier semestre 2013, 400 militaires, dont 250 formateurs, afin de « rétablir les capacités militaires des forces armées maliennes afin qu'elles soient en mesure de mener des opérations de combat visant à restaurer l'intégrité territoriale du pays ». Il s'agit de reconstituer et de former à Ségou quatre bataillons de 650 hommes.

Nous nous permettons de rappeler également que l'on parle d'un théâtre d'opérations éventuelles plus grand que la France et le Benelux, dont la seule « infrastructure » est le fleuve Niger. Si l'on tient compte de l'entraînement des troupes, des limites budgétaires et de l'impérialité ambiante, il ne faut donc pas compter sur une armée malienne en état de combattre avant dix-huit mois, à condition de ne pas perdre un seul instant. Une fois les premières unités remises sur pieds par les formateurs envoyés par l'Union Européenne, l'armée peut sécuriser le Sud du pays, ce qui à défaut d'un entraînement en milieu hostile, l'aidera à retrouver une organisation et renforcera le pouvoir en place.

Il est désormais clair que ce n'est qu'en s'appuyant sur les forces touaregues qu'il est dès maintenant possible d'agir efficacement au Nord.

## **ORGANISER LA RESISTANCE AU NORD**

L'urgence est dans la reconstitution d'un État au Sud et dans l'organisation d'une résistance au Nord contre les djihadistes, aidée par les Touaregs, des forces maliennes et les renseignements américains, algériens et français principalement. Il faut créer en urgence une unité mobile de renseignements et

d'interventions et surveiller la zone triangulaire au nord de la ligne Goundam-Menaka et constituée par les frontières avec la Mauritanie et l'Algérie.

Cette action devra avoir quatre objectifs :

- faire du renseignement, des contrôles afin de pouvoir détecter toutes anomalies et de compliquer la vie des éléments hostiles par des actions violentes,
- pousser les éléments hostiles en dehors des axes habituels et hors des agglomérations et les monter les uns contre les autres,
- mener des opérations d'infiltration logistique pour créer un mouvement de résistance,
- rassurer la population du Nord et la fidéliser, afin de préparer le retour à la paix de l'intégralité du territoire quand le moment sera venu.

Il est temps, pour l'ancienne puissance coloniale, d'écouter d'une oreille distraite un nombre certain de présidents africains dont l'influence régionale est nulle. Leurs menaces de bouderies à l'égard de la France prètent plus à sourire qu'à inquiétude. De la même manière, il est temps pour la Communauté Internationale d'écouter des généralistes confirmés plutôt que des spécialistes-experts qui ne répondent qu'aux questions qu'ils posent. Le Mali se portera alors beaucoup mieux et l'Afrique pourra continuer à espérer en un avenir meilleur.

Mamadou Traoré

## Des négociations sont en cours avec le MNLA et Ançar Eddine

En effet, on oublie trop aujourd'hui que la sécession du Nord Mali est une opération montée par les Touaregs (dont l'Azawad est une partie du pays) avec l'aide discrète des puissances occidentales. Le soutien financier saoudien et qatari a brouillé les pistes, fait converger vers cette zone quelques centaines de soldats perdus du djihad, mais, en réalité, ce sont toujours les Touaregs qui font le jeu. Aujourd'hui, Ançar Eddine commence à négocier un retour à la paix, soutenu en cela par le MNLA. Selon les critères français, le premier mouvement est salafiste, le second laïc. Selon les critères locaux, ils sont touaregs avant tout.

Partant de la certitude qu'il n'y aura pas de troupes de la CEDEAO capables d'obtenir des résultats militaires avant très, très longtemps, sinon jamais. C'est sur une diplomatie intelligente que nous devons baser notre action afin de trouver les alliés qui nous permettront de liquider les djihadistes de tout poil qui ont commis l'erreur de se rassembler là. Pour parler clair, ce sont les Touaregs et eux seuls qui sont en mesure aujourd'hui de liquider les terroristes. Et ils le feront d'autant plus facilement que l'appui occidental en termes de renseignement opérationnel aura été fort

et coordonné avec eux.

D'ailleurs, on assiste à un rapprochement rapide entre la position américaine (telle qu'elle a été exprimée au Conseil de sécurité de l'ONU par le secrétaire d'État adjoint, William Burns) : « un dialogue politique inclusif au Mali et une lutte contre le terrorisme » et la position de l'Algérie visant à impliquer les Touaregs (Ançar Eddine et MNLA) dans la recherche d'une solution politique. En outre, les USA soutiendraient une intervention militaire qui serait dirigée exclusivement contre AQMI et le MUJAO. Or, c'est aussi la position algérienne, le MUJAO leur étant avant tout hostile. Les Américains sont d'ailleurs intervenus, au Conseil de sécurité de l'ONU, pour obtenir l'inscription du MUJAO sur la liste noire des organisations terroristes et ont mis en avant l'imbrication entre cette organisation et les narcotrafiants.

C'est donc sur des bases politiques, économiques et sociales que l'on peut fonder un accord avec les Touaregs et éliminer les mouvements terroristes. À condition d'avoir une bonne connaissance du terrain et de n'avoir qu'une parole. Peu de choses en somme et, espérons-le, pas encore hors de portée.

Pascal Maurin

### Abonnez vous !

Les abonnements commencent à 15,00 €/10 000 CFA pour une année d'informations délivrée directement dans votre boîte mail. Rendez-vous sur notre site à la page abonnements: [www.prospectiveafricaine.com/abo/](http://www.prospectiveafricaine.com/abo/)

**OURS** · Prospective africaine · La lettre · n° 1 · 23 December 2012

Directeur de la publication : Philippe Evanno

Rédacteur en chef : Tarek Charara

Sur une idée originale de : Elisabeth de Saint-Affrique

Ont participé à ce numéro : Abou Coulibaly, Pascal Maurin, Christian de Montozon, Christophe Chenot, Elisabeth de Saint-Affrique, Marylin Chombier, Mamadou Sall, Emilie Adjovi, Camille Bastide, Mamadou Traoré et Lee Trusk

[www.prospectiveafricaine.com](http://www.prospectiveafricaine.com)

Contact: [pascal.maurin@prospectiveafricaine.com](mailto:pascal.maurin@prospectiveafricaine.com)

# La Chine et l'Afrique

## Des investissements traditionnels au software

Les pays et les peuples occidentaux découvrent les liens sino-africains... et pourtant, sans remonter au xv<sup>e</sup> siècle, bien plus près de nous, au siècle dernier, en 1955, la conférence de Bandoeng acta la solidarité tiers-mondiste et la résistance des pays du sud à ceux de l'Occident.

La Chine a ainsi fortement aidé le repositionnement de l'Afrique dans le marché mondial. Ses premiers investissements ont favorisé les grands projets :

- Infrastructures, routes, ponts, ports, barrages,
- Matières premières et extractions,
- Commerce et produits manufacturés, produits transformés, développement des ressources,
- Agriculture et les millions d'hectares de terres arables si importants pour un pays d'un milliard et demi d'habitants.

La Chine est aujourd'hui présente dans cinquante pays du continent africain, un million de ses ressortissants y vit (NDLR : c'est le chiffre officiel, la réalité serait plus proche des trois ou quatre millions). Deux mille entreprises y ont peu ou prou travaillé pour treize milliards de dollars.

Les échanges annuels viennent de dépasser les 170 milliards de dollars, ce qui fait de la Chine le 1er partenaire commercial de l'Afrique devant les États-Unis et l'Europe...

Mais au-delà de ces chiffres une vraie révolution s'est faite, discrète mais fondatrice de demain.

Les échanges devançant les aides entre la Chine et l'Afrique !

C'est un équilibre nouveau qui aura une part importante dans le développement des coopérations et des relations entre ces géants du XXI<sup>e</sup> siècle. Des fonds spécifiques de développement ont été mis en place dont le puissant FDSA (Fonds de Développement Sino-Africain) voulu par le Président Hu Jintao lui-même. Président, ministres, officiels, tous courtisent ce continent et y effectuent de nombreux déplacements. La Chine est en pointe sur le continent africain car elle est un investisseur puissant mais elle est surtout riche de ses 30 ans de croissance intérieure ininterrompue... Elle est un exemple, un « Graal », pour tout pays en voie de développement.

L'Occident a, bien sûr, constaté ces investissements et ces déplacements

d'influence mais n'en a pas vraiment pris la mesure, les différentes puissances post colonialistes continuant parfois à trop les sous-estimer et à s'étonner avec force « droits de l'homme » d'un côté et « autisme de la réalité » de l'autre, de cette présence.

### *Il est 8 h du soir à Nairobi, 1 h du matin à Pékin : CCTV Africa*

Nous assistons depuis quelques temps à une nouvelle stratégie d'expansion chinoise dans le software. Ce changement a commencé à intervenir après les violents incidents qui ont émaillés le passage de la flamme olympique à Paris et l'humiliation ressentie par le gouvernement et le peuple chinois.

Cet événement a fait prendre conscience à l'empire du Milieu de la négativité dévastatrice de son image véhiculée par les médias auprès des opinions occidentales. De ce fait La Chine a mandaté ses médias étatiques d'une mission afin promouvoir son influence dans le monde

CCTV (NDLR : *China Central Television*) le géant chinois diffuse en 21 chaînes de télévision en chinois, arabe, russe, espagnol, français et l'agence Chine nouvelle participe au tissage d'une toile chinoise mondiale, sans oublier de mentionner non plus le réseau des « instituts Confucius » qui ont pour but de promouvoir un dialogue interculturel

Néanmoins un clin d'œil s'impose : le nombre des Alliances Françaises a doublé en Chine... Les chinois y viennent nombreux. Mais ce n'est pas tant pour notre culture qu'afin de pouvoir pénétrer bien plus facilement l'Afrique francophone... De l'efficacité de la mondialisation !

La Chine investit dans tous les secteurs de communication : Fibre optique au Burundi, développement de son agence Star Times en Afrique de l'est, RCI au Sénégal, de nombreux projets au Cameroun, etc.

Mais le fleuron de tous ces projets est bien CCTV Africa, sa nouvelle chaîne info africaine professionnelle et moderne, dotée de bureaux High-tech flambant neufs et détenue à 100 % par l'État chinois !

CCTV News, la chaîne infos internationales chinoise, « ronronnait » avec quelques journalistes en Afrique. Aujourd'hui à 20 h, heure de Nairobi, 1 h du matin heure de Pékin, CCTV Africa, « la petite nouvelle », émet sur le canal de son aînée pendant 1 h. Dès 2013, ce sera

pendant 2 h, avec l'ambition d'être rapidement présente 24/24.

Reprenons les propos de l'ambassadeur de Chine à l'occasion de son lancement : « ce bureau a été ouvert pour mieux raconter la réelle histoire de l'Afrique, la réelle histoire de la Chine et des relations sino-africaines ».

Une équipe d'une soixantaine de personnes, dont environ 50 kenyans, y est employée à plein temps ; certains d'entre eux partant même faire des séjours de plusieurs mois en Chine afin de mieux appréhender les spécificités chinoises de la culture d'entreprise...

Les informations se veulent équilibrées. Guerres, pauvreté et maladies sont, certes, au générique mais aussi développement économique et forces vives, échecs mais aussi réussites.

Ses reporters sillonnent le continent de forums en interviews, de présidences en ambassades, devenant de plus en plus incontournables et bénéficiant d'à priori très favorables des différents acteurs de la vie africaine.

En conséquence de ce redéploiement, des opposants, tant dans le milieu de l'information que dans les cercles politiques et économiques, craignent une véritable main mise à terme sur l'information (un exemple : une question aiguë se pose aujourd'hui à Nairobi : comment seront couvertes, en particulier par CCTV Africa, les prochaines élections kenyanes, alors que des morts et des violentes émeutes ont marqué les précédentes ?).

Beaucoup doutent bien sûr de l'impartialité de CCTV Africa dans son traitement 100 % Pékin de l'information.

Mais les autres grandes chaînes internationales ne font-elles pas toutes de même ?

Nous ne pouvons que constater que seule la chaîne Al Jazira aura les moyens de rivaliser avec cette « petite géante », la BBC devant réduire ses effectifs et France 24 n'ayant pas de réseau en Afrique anglophone (une seule correspondante au Kenya...).

Alors, demain, l'information en Afrique, ce sera probablement Al Jazira et CCTV Africa !

Cela apparaît comme un parfait résumé du redéploiement des forces et des influences en Afrique pour les années à venir.

Elisabeth de Saint-Affrique

# La République de Djibouti, une petite Nation aux grands enjeux

## *Djibouti, carrefour des 5 continents*

Située à l'entrée du Golfe d'Aden, la République de Djibouti jouit d'une formidable position géostratégique qui lui offre un destin particulier. Véritable carrefour des cinq continents depuis l'ouverture, en 1956, du canal du Suez, les activités portuaires de Djibouti n'ont cessé de se développer pour constituer aujourd'hui le poumon économique du pays. L'immense voisin Éthiopien est privé d'accès à la mer depuis le conflit qui l'oppose à Asmara (Érythrée). L'Éthiopie doit donc pouvoir compter sur le port de Djibouti pour nourrir son fort développement économique. De même, le nouveau Sud Soudan, dont les réserves pétrolières attirent toutes les convoitises, voit en Djibouti la meilleure option pour s'affranchir de son frère ennemi, Khartoum. Un important projet est d'ailleurs tout près de voir le jour : la construction d'un oléoduc traversant l'Éthiopie pour rejoindre le port de Djibouti.

## *Chassé-croisé géostratégique*

Depuis l'accession à son indépendance, le 27 juin 1977, la jeune République de Djibouti a su préserver des liens étroits avec la France. Si d'un point de vue commercial, l'hexagone demeure un partenaire privilégié, les pays émergents (Chine en tête) font tout pour lui damer le pion. Les Forces Françaises Stationnées à Djibouti (FFDJ) représentent encore la base militaire étrangère la plus importante établie mais la France, en proie à ses contraintes budgétaires, ne cesse de réduire la voilure. Le plus frappant est le départ de l'historique bataillon de Légion Étrangère en 2010, après 49 ans de présence. Ce sont désormais deux autres puissances qui s'apprêtent à prendre le relais : les États-Unis qui y ont installé une importante base militaire, avec un effectif supérieur à 4 000 soldats ; plus modeste mais hautement symbolique, les Japonais, qui ont investi une base militaire – seule et unique base étrangère Nipponne – dont l'objectif avoué est de soutenir la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden.

Enfin, une mission diplomatique britannique est en cours pour tenter de tisser des alliances avec les opérateurs économiques locaux.

## *Djibouti : l'œil du cyclone*

Dans une Afrique souvent tourmentée par les conflits ethniques et les soubresauts des processus démocratiques, la petite République de Djibouti apparaît comme l'œil d'un fantastique cyclone géopolitique. De la Somalie à l'Érythrée en passant par le Somaliland et le Yémen, tous les pays voisins connaissent une instabilité politique intérieure et/ou des conflits frontaliers. Même si un conflit existe entre Djibouti et Asmara à propos du territoire de Ras Doumeira revendiqué par l'Érythrée, le Président Ismaïl Omar Guelleh est parvenu à contenir toutes les vellétés belliqueuses de ses voisins. Mieux, il participe activement à l'instauration du processus démocratique en Somalie et a tissé de nombreux partenariats commerciaux avec le géant Éthiopien.

## *Base arrière contre la piraterie*

Depuis plusieurs années, accompagnant le chaos politique et économique de la Somalie, le détroit de Bab el Mandeb est le théâtre de nombreux actes de pirateries à l'encontre de bateaux de croisières (attaque du Ponant en 2008), de navires marchands et autres chalutiers. Grâce à son exceptionnelle stabilité politique et, sans doute aussi, à l'aide des nombreuses bases militaires étrangères, la République de Djibouti s'est imposée comme LA base arrière idéale pour organiser la sécurité du trafic maritime. Si l'opération ATALANTE met en œuvre, depuis 2008, la stratégie européenne de sécurisation des voies maritimes du Golfe d'Aden, de nombreuses sociétés privées de sécurité sont venues profiter de la manne des plans anti-pirates. Compte tenu des risques encourus, les compagnies d'assurance ont contraint les armateurs et les compagnies maritimes à recourir à ces sociétés de sécurité pour escorter leurs bâtiments.

Malgré les très faibles ressources naturelles dont le pays dispose, Djibouti a toujours su profiter de sa position géostratégique pour se développer. Après avoir longtemps vécu sous perfusion, l'ancien Territoire Français s'est affranchi de son ex colonisateur, sur tous les plans.

Dernier avant-poste francophone vers un Orient émergent, la France et Djibouti sont toujours liés par des accords de défense qui nécessitent encore une base aérienne (BA 188), un régiment d'armée de terre (5e RIAOM) et la Marine. Mais, à l'image du retrait définitif de la 13e Demi Brigade de Légion Étrangère, le budget de la défense Française est à la peine et les moyens des FFDJ se réduisent comme peau de chagrin au bénéfice des troupes américaines ou Japonaises qui trouvent bonne grâce auprès du gouvernement Djiboutien.

Sur le plan économique, Dubaï est désormais le principal pays investisseur à Djibouti avec entre autres, un terminal pétrolier géré par Terminal Horizon, un terminal container opéré par Dubaï Port World, un hôtel Kempinski construit par Nakheel, etc.... Plus récemment, c'est la Turquie qui espère trouver à Djibouti une porte d'entrée vers l'immense marché Africain. De nombreuses sociétés de construction (Cadell, Alliance, Petroland..) ont remporté des appels d'offre pour d'importants projets. Pour preuve, Turkish Airlines vient d'inaugurer à grand bruit, une liaison directe entre Djibouti Istanbul.

Depuis toujours, les villes naissent et se développent sur les voies de communication. À l'entrée du canal de Suez, Djibouti avait un destin tracé. Un nouvel axe est sur le point d'apparaître, celui qui reliera Djibouti au Sud Soudan via le Nord-Est de l'Éthiopie. Et, c'est maintenant la ville de Tadjourah, au Nord du pays, qui pourrait bien tirer son épingle du jeu, si l'on en juge d'après les projets portuaires, pétroliers (oléoduc), ferroviaires, et routiers qui se profilent.

# Le Soudan : conflit ethnique ou conflit économique ?

En janvier 2011, les Sud Soudanais décidaient, à presque 99 %, de se séparer de la République du Soudan. La naissance de ce dernier né des États africains, comptant environ 8 millions d'âmes, a eu lieu après deux guerres d'indépendance, dont la seconde (1983-2004) a causé 2 millions morts directs (tués lors du conflit) ou indirectes (famine et maladie) et 4 millions de déplacés.

Mais bien des questions restent en suspens. Si, dans la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, la guerre menée dans le Sud du Soudan était une guerre d'indépendance basée sur des considérations ethniques, aujourd'hui, c'est autour des questions économiques que les tensions se cristallisent. En perdant le Sud Soudan, la République du Soudan est amputée de 75 % de ses réserves de pétrole. De son côté, Juba est contraint de faire transiter son brut par le Soudan pour exporter à partir du terminal pétrolier de Port-Soudan. Une aubaine pour Khartoum qui a espéré récupérer le manque à gagner en imposant des taxes de transit. Juba a refusé de payer, Khartoum a confisqué le pétrole, Juba a fermé le robinet se privant du même coup de 98 % de ses revenus. Un accord a été finalement trouvé, l'exportation du brut devrait reprendre dans les semaines qui viennent après presque un an d'interruption.

Le tracé des frontières est un autre problème épineux, également lié à ces questions économique-stratégiques. Plusieurs villes du Sud de la République du Soudan, qui se trouvent par ailleurs installées sur de confortables réserves de pétrole, sont disputées par les deux républiques. Ainsi le rattachement d'Abyei au Sud Soudan ou au Soudan n'a pas encore été décidé et, pour l'instant, l'enclave de 10 000 km<sup>2</sup> fait à la fois partie de la province soudanaise du Sud, Kordofan, et de la province sud soudanaise de Bahr-el-Ghazel. Un référendum devrait conduire à l'autodétermination de cette enclave majoritairement peuplée de Dinkas (ethnie se trouvant maintenant en grande partie au Sud Soudan) mais dans laquelle les tribus arabisées Misseryia nomadisent une partie de l'année. Les tensions se cristallisent dans cette enclave entre le SPLM du Sud Soudan et le pouvoir soudanais. Si les premiers interviennent le plus souvent par l'intermédiaire de leur petit frère, le SPLM-Nord, l'armée soudanaise, quant à elle, s'appuie largement sur des milices Misseryia. Le SPLM-Nord est actif dans toute la ceinture sud du Soudan, où se trouvent les populations ethniquement proches des populations désormais sud soudanaises. C'est en voulant atteindre ces rebelles, que l'armée soudanaise mène des

exactions meurtrières dans tout le sud du Soudan et notamment dans les montagnes de Noubas dont les habitants se voient reprocher d'abriter les rebelles ou, pire, de fournir le gros des troupes. La découverte récente d'uranium dans les montagnes de Nouba explique aussi tout l'intérêt que les autorités soudanaises entretiennent pour cette région reculée. Elle explique également l'intérêt soudain des groupes de pression américains pour les populations massacrées. Les massacres sont réels, et méritent certainement toute l'attention internationale. On notera cependant que le sort des Congolais (plusieurs millions de morts en 10 ans de conflit) n'émeut pas autant les groupes de pression américains. Bien que la RDC soit aussi très riche en minerais divers, elle ne fait pas partie des pays de l'axe du mal et surtout elle n'entretient pas des relations privilégiées avec un Iran qui cherche à se doter de l'arme nucléaire.

En voulant couper les vivres du SPLM-Nord, l'armée soudanaise n'a pas hésité à franchir la frontière et a bombardé plusieurs villes au Sud Soudan, en avril 2012. Juba a répliqué en prenant Héglig, une importante ville pétrolière (la moitié du pétrole soudanais). La communauté internationale a dû menacer les deux belligérants de sanctions s'ils ne stoppaient pas l'escalade.

Ce conflit entre les deux États voisins est économiquement intenable, il ne s'agit plus seulement de combattre une guérilla mais il y a un vrai risque de guerre ouverte entre deux pays parmi les plus pauvres au monde.

Cette situation est d'autant plus intenable pour Khartoum que son armée est déjà présente sur un autre front : le Darfour.

Dans les années 80, le Darfour a connu une abominable famine dans l'indifférence générale. Les ressources en pâturages se raréfient ce qui entraîne des tensions entre les tribus pastorales dites arabisées et les tribus d'agriculteurs dites africaines. Il n'y a pas de différences ethniques majeures entre les différentes tribus du Darfour. Il n'y a pas d'Arabes qui constitueraient un élément extérieur venus s'installer sur la terre des natifs africains. Toutes les tribus darfouraises sont africaines et musulmanes sunnites. Elles ont conservé, avec plus ou moins de succès selon les tribus, une langue qui leur est propre mais la langue de l'échange est l'arabe. Les tribus présentes au Darfour ont atteint des degrés d'arabisation divers, ce qui permet de faire un classement entre les tribus arabisées ou non arabisées. ...

Camille Bastide

**La suite au prochain numéro!**

## SOMMAIRE

Vers des entités minières cohérentes ?	1
Rêve éveillé ou avenir souhaité, telle est la question	1
Guerres et ressources en Afrique	2
Première carte de la série : « Afrique – cartographies superposées des ressources et des conflits depuis 40 ans »	3
Fête du slip ou règlement de compte à dormir debout à Benghazi corral, en attendant Maligator	4
Roll Programs, une escroquerie d'origine américaine	4
OHADA : Le nouvel adhérent ; la RDC Nouveau terrain de jeu et défis à relever	5
Les dirigeants africains ont la cote!	6
Le sommet de la Francophonie de Kinshasa	6
Investissements en Afrique - évaluation des risques	7
La crise malienne à la croisée des chemins	8
Des négociations sont en cours avec le MNLA et Ançar Eddine	9
La Chine et l'Afrique	
Des investissements traditionnels au software	10
La République de Djibouti, une petite Nation aux grands enjeux	11
Le Soudan : conflit ethnique ou conflit économique ?	12

## La lettre · Prospective africaine

est une publication de l'association  
«Prospective africaine»  
48, rue de Montreuil  
75011 Paris

N° ISSN en cours

Directeur de la publication :  
Philippe Evanno

*Les points de vue & opinions exprimés ici n'engagent que leurs auteurs et n'expriment pas forcément les points de vue de Prospective africaine.*